« Cette terre, Yacov, est la terre de nos pères »

Nawaf Radwan

13/5/2021

Que pensez-vous de la situation ? Ce qui se passe à présent est exactement ce que personne n'avait osé imaginer un ou deux mois auparavant… Même « Israël » n'arrive pas à le croire. Vous pouvez constater l'étonnement dans leurs yeux, tout autant que dans les nôtres. Qui aurait pu s'attendre à tout ce qui arrive ?

Cela se passe depuis 70 ans, tous les jours, à chaque heure et chaque minute, depuis les premiers jours de la Nakba, lorsqu'ils sont arrivés vers nous, en envahisseurs armés. Ils ont tué nos familles, les ont expulsées, ont démoli leurs maisons et exécuté les pires massacres, avec la connivence du monde entier… Voilà qu'ils veulent recommencer, dans Sheikh Jarrah et al-Quds.

Nous non plus, nous n'y croyons pas, mais cela arrive. Cela arrive tous les jours sur les barrages et les cages d'acier par lesquelles passent les travailleurs, tous les matins, cela se passe avec les exactions de la police, de l'armée et des colons, à l'encontre de la population. Cela se passe tous les jours, où les Palestiniens sont tués dans les rues et les trottoirs, avec les arrestations, les démolitions des maisons, l'enlèvement des enfants.. Israël aime tuer les enfants. Depuis le début des événements, il en a tué 17 (31 à l'aube du 14/5) à Gaza. Cela se passe avec le mur de l'apartheid qui a déchiré les familles en morceaux.. Cela se passe dans le monde des ghettos quadrillés, avec la pauvreté, l'ignorance programmée, et les taux effarants de criminalité… Tout cela arrive, et même plus, depuis longtemps dans l'Etat bleu de

l’apartheid.

« Israël » veut que ce soit une nouvelle Nakba. Il veut ajouter des massacres à son registre criminel. Il veut nous expulser de nos maisons. Nous, nous ne voulons que la liberté et la dignité.. et une autre chose minuscule, si vous le permettez : nous voulons vivre comme nous le voulons. Nous voulons notre droit simple et clair : lutter contre cet « Etat juif nazi ».

Ils veulent une autre Nakba, mais le temps du « ne prends pas toutes les affaires, Umm Mohammad,… nous reviendrons dans une semaine » est fini.. Cette fois-ci, nous ne reviendrons pas, car nous ne partirons nulle part, en toute simplicité ! Nous restons ici !

Les gens se sont rassemblés dans Sheikh Jarrah et al-Quds face aux attaques des colons et de la police. Des hommes, femmes, enfants, vieillards, ensemble, dans une seule scène. Leur aspect varié et leurs différences font ressortir le clonage des colons, des clones racistes, distordus, malades, remplis de haine et d’animosité.. Vous pouvez vous rappeler le colon Yacov, ce gros imbécile qui disait, dans le langage de Brooklyn : « If I don’t steal your home, somebody else gonna steal it » (si je ne vole pas votre maison, quelqu’un d’autre le fera). Ils suivent tous le même chemin.

Les choses ont pris une autre tournure face aux attaques des colons, remplies de meurtres et de crimes, supervisées directement par la police « israélienne » et les forces des garde-frontières. Tu les vois à la poursuite des citoyens arabes dans les rues. Nous avons tous visionné les vidéos sur Tel Aviv, Haïfa, Yafa, Akka et al-Quds, où la police réprimait les gens dans toutes les villes arabes de l’intérieur. Les colons se sont transformés en bêtes enragées, libérées de la grande cage. Ils reçoivent le soutien de l’Etat et de ses différentes institutions, pour affronter des gens isolés, qui ont décidé de se défendre, de défendre leurs maisons et leurs

terres, tout simplement, comme ferait tout être vivant lorsque sa vie est menacée.

Nous ne sommes pas exposés à ce qu'on appelle « les attaques des bandes de droite » ou à « une guerre civile ».. Nous nous défendons face à la plus violente campane d'épuration ethnique de l'époque moderne. De là, sur cette terre, les Palestiniens, dans l'ensemble de leurs villes, leurs bourgs et leurs villages, se sont levés pour défendre, tout simplement, leurs vies face à ce mal sioniste vorace et malade, qui a atteint un stade avancé, et qui ressemble beaucoup aux débuts du nazisme dans les années 30 contre les Juifs en Allemagne et en Europe, lorsque des signes étaient inscrits sur leurs maisons pour être attaquées, et lorsqu'ils étaient poursuivis pour les tuer et malmenés.. C'est ce qui se passe à présent.

Les colons, protégés et supervisés par la police, chantent « mort aux Arabes » dans les rues, ils posent des signes sur les maisons des Palestiniens dans al-Lid et Akka, ils brisent les vitrines des magasins des Palestiniens à l'intérieur « d'Israël ». Nous avons vu hier une pré- « nuit du cristal » où les juifs ont été exposés aux nazis, lorsque les colons ont attaqué les gens vivant tranquillement chez eux, et où ils ont écrasés les gens dans les rues ! Nous affrontons une situation impossible d'un Etat raciste et malade, qui reproduit l'Etat nazi contre nous à présent. La question qui se pose est : Shlomo, quand est-ce que tu nous emmènes aux fours à gaz?

Chacun de nous s'est à nouveau découvert, constatant ce qui se passe sur le terrain. Les rues s'illuminent par les jeunes dans la plupart des villes, des bourgs et des villages arabes. Ces jeunes affrontent directement ces colons enragés qui entrent dans les villages et les villes, en masse, sous la protection de la police, à l'appel officiel des institutions « israéliennes » et des médias « israéliens » et de tout ce qui est « israélien ». « Israël » affiche ses crocs nazis… Il ne peut oublier ce qui s'est passé. Nous, non plus, nous ne pouvons pas oublier ce qui s'est passé ni ce qui se passe

actuellement. Cette génération n’a pas seulement élevé son toit, mais elle l’a entièrement détruit, et il ne nous reste plus de toit, sinon le beau ciel bleu. Jusqu’où nous irons après cela ? Qui le sait ?

L’ensemble s’est révolté tout d’un coup, contre toutes les formes de l’oppression et de la tyrannie coloniales.. Nous sommes les opprimés et les dominés, et nous n’avons plus rien à perdre. Notre dos est au mur et nous défendons notre droit, notre dignité, notre liberté, avec honneur et fierté, nos têtes ne sont courbées pour personne. Nous savons que nous avons un droit dans ce monde, et nous le prendrons malgré tous. C’est un droit que personne ne peut discuter.

Les formes de la tyrannie à l’intérieur de ce petit Etat qui ressemble à un abcès sont nombreuses, cette oppression nous mâche et nous crache à chaque fois, et le monde regarde. Il est temps que nous nous libérons, que nous renversons la table à la face de tous. Il y a de nombreux murs qui doivent être abattus, le premier et non le dernier, le mur de l’apartheid.

« Israël » est ce qui reste du colonialisme, et nous faisons comme a fait tout peuple ordinaire affrontant un régime colonial criminel… Nous luttons contre le colonialisme, nous luttons contre cette excroissance maligne qu’il faut arracher du monde, et qui s’appelle « Israël » !

(source : site arab 48)

Photo : dessin de Sarah Houweilli, réfugiée palestinienne au Liban

https://cirepal.blogspot.com/2021/05/cette-terre-yacov-est-la-terre-de-nos.html?m=1&fbclid=IwAR0tikAyjsP2zXDGgta0ZYjUkaG8Z051zWJod8qNZ3TW5NVRJvYlaDd0e5A

Appel à Manifestation : soutien à la résistance du peuple palestinien

Samedi 15 mai à 15h, place de la Victoire à Bordeaux

Durant le mois d'avril, les Palestiniens ont protesté contre les restrictions d'accès imposées dans certains secteurs de Jérusalem pendant le mois de ramadan. Ils ont été durement réprimés par les forces armées israéliennes. La répression est montée d'un cran lorsque les Palestiniens ont soutenu massivement en ce début du mois de mai, depuis l'Esplanade des mosquées, les familles que les autorités sionistes ont décidé d'expulser de leurs maisons dans le quartier de Sheikh Jarrah. Les manifestations palestiniennes sont indiscutablement légitimes face à la violence policière et aux provocations racistes de mouvements juifs sionistes. Installées sur l'Esplanade des mosquées, les forces de répression opèrent des intrusions à l'intérieur même de la mosquée Al-Aqsa en gazant les fidèles. Des centaines de Palestiniens ont été blessés depuis le mois d'avril, d'autres tombent tous les jours sous les balles des forces d'occupation.Les Palestiniens refusent légitimement la judaïsation de Jérusalem et la politique d'épuration ethnique conduite par Israël depuis 1948 sur tout le territoire de Palestine. En ce printemps 2021, partout en Palestine, la résistance refleurit contre l'injustice coloniale. Comme d'habitude, l'Etat français garde le silence, les droits de l'homme ce n'est pas pour les Palestiniens. L'ONU, l'Union Européenne et les Etats-Unis appellent les deux parties au calme. La même scène de théâtre jouée et surjouée pour berner les Palestiniens, en mettant sur le même plan ces derniers et les colons. Mais quel calme ? Le calme sous lequel

perdure l’oppression coloniale ? Le calme qui ressemble à la paix des vainqueurs ? La farce de l’appel au calme de la « communauté internationale » a assez duré ! Non, le bruit des armes de la résistance et des manifestants palestiniens résonnera tant que justice ne sera pas faite. Pas de justice pas de paix.

Les associations signataires de ce communiqué condamnent la répression et appellent à une manifestation samedi 15 mai en solidarité avec le peuple palestinien et en commémoration de la Nakba, la Catastrophe, qui a vu l’imposition le 14 mai 1948 de l’Etat israélien en Palestine.

Premiers Signataires :
COMNA et ses membres
Les Alliés de la Paix, Comité Action Palestine, Centre Adam, Ensemble, la Mosquée de Pessac, la Mosquée de Saint André de Cubzac, International Solidarity Movement – France

Photo : Comité Action Palestine

Palestine : un seul héros, le peuple palestinien !

Comité Action Palestine (10 mai 2021)

La révolution palestinienne n’a jamais cessé et, en ce printemps 2021, elle fleurit de nouveau, apportant avec elle l’espoir que cette injustice d’un siècle prenne fin. Que prenne fin le vol de la terre, des maisons ; que prenne fin la violence contre tout un peuple ; que prenne fin le colonialisme et revive la Palestine libérée de la nuit coloniale. Jamais un crime ne fut autant légitimé, légalisé,

applaudi comme le crime colonial nommé Israël. Jamais un crime n'a rassemblé et coalisé autant de nations, révélé tant d'hypocrisie et de trahison pour écraser un peuple. Mais jamais un peuple n'a produit tant d'énergie et de génie pour survivre, résister et déjouer la politique qui devait conduire à sa disparition. « Palestine libre » n'est pas un slogan, c'est une réalité. « Palestine vaincra » n'est pas une idée en l'air, elle s'enracine dans les actes héroïques quotidiens des Palestiniens.

A al-Quds, les Palestiniens disent non. Non, al-Quds appartient aux Palestiniens parce que toute la Palestine appartient aux Palestiniens. Les envahisseurs ne peuvent pas éternellement continuer leur crime, avec la complicité impérialiste de l'Occident et des régimes arabes en fin de vie. Le vol est le principe même de la politique israélienne et la raison d'être des colons juifs en Palestine. Dans cette première semaine du mois de mai, les Palestiniens sont là, dans le quartier Sheikh Jarrah, pour empêcher l'expulsion de familles palestiniennes. La Cour suprême israélienne s'apprête à statuer sur ces expulsions, comme si les Palestiniens devaient attendre que cette Cour d'un Etat criminel rende justice. Les Palestiniens ne sont pas dupes de leur ruse suprême ! Le crime a besoin des parures de la légalité. Mais les Palestiniens savent que le colon peut parfois avancer masqué. Ils connaissent dans le détail toute sa fourberie et ses stratagèmes diaboliques. Les accords d'Oslo ont laissé des traces irréversibles chez les

Palestiniens, une expérience salutaire du machiavélisme du colon.

En avril, les Palestiniens ont refusé la loi du plus fort qui les empêchait de se rassembler à la rupture du jeune en ce mois sacré de Ramadan.
Ils ont fait voler les barrières policières installées en même temps qu'ils ont fait voler encore une fois la barrière psychologique de l'ennemi tout puissant et invincible. En ce début de mois de mai, ils sont toujours présents sur l'Esplanade des Mosquées pour protéger les lieux saints contre l'intrusion des soldats de l'entité meurtrière et en soutien aux familles de Sheikh Jarrah. Pour les fidèles de la mosquée al-Aqsa, le Tout Puissant c'est Allah, pas ces hordes de voleurs, sans foi ni loi, venues d'Europe. Que valent les condamnations morales des dirigeants du monde, lorsque, depuis près d'un siècle, le permis est donné aux colons de tuer, de voler des maisons et des terres, de brûler des oliviers, de vandaliser, d'emprisonner tout un peuple, sans distinction d'âge ni de sexe, et de bombarder au phosphore blanc ? Que vaut la parole de l'Autorité palestinienne lorsqu'elle condamne du bout des lèvres alors qu'elle participe à la perpétuation du crime, lorsqu'elle n'a d'autre autorité que celle de jeter en prison les résistants palestiniens et servir de caution au sionisme ?
Que valent les hypocrites remontrances morales des classes dirigeantes arabes corrompues, qui ont troqué le peu de dignité qui leur restait contre la

permission de
continuer à martyriser leurs propres peuples avec la protection des armées
impérialistes ?

Depuis le début du printemps, partout en Palestine, la
résistance refleurit. L'ONU, les Etats-Unis et l'Union européenne appellent au
calme les deux parties « en conflit ». La même scène de théâtre jouée
et surjouée pour berner les Palestiniens, en situant sur le même plan
Palestiniens et colonisateurs. Mais quel calme ? Le calme sous lequel
perdure l'oppression coloniale ? Le calme qui ressemble à la paix des
vainqueurs ? Non, le bruit des armes de la résistance et des manifestants
palestiniens résonnera tant que justice ne sera pas faite. Pas de justice pas
de paix. Et la seule paix qui règnera sera celle d'une Palestine arabe de la
mer au Jourdain. Le reste est palabre avec l'ennemi.

Seule la résistance armée a empêché le pire : la
disparition programmée du peuple palestinien. Disparition programmée dans le
slogan « mort aux arabes ! » lancé par des juifs orthodoxes le 22
avril dernier et incarnée dans la stratégie sioniste depuis l'institution
forcée et sanglante de l'Etat israélien en Palestine. Ce funeste 14 mai 1948
qui a vu l'injustice coloniale envahir la terre de Palestine : la Nakba,
cette catastrophe qui a pris nom d'Israël. En ce début du mois de mai, deux

résistants palestiniens sont tombés sous les balles de l’occupant en
Cisjordanie et chaque jour des Palestiniens tombent en martyrs. Ce sang n’est
pas versé en vain. Il fertilise l’espoir, toujours renaissant, d’une Palestine
libre et indépendante.

Le sionisme et la République, comme un poison dans l’eau

Comité Action Palestine (30/04/2021)

Dimanche 25 avril 2021, les sionistes ont mobilisé les troupes pour dénoncer la décision de justice dans l’affaire Sarah Halimi, assassinée en 2017. Tout en entérinant le caractère antisémite du crime, la Cour de Cassation, la plus haute juridiction de l’ordre judiciaire français, avait confirmé le 14 avril que le discernement du meurtrier de Sarah Halimi était aboli au moment de l’acte et qu’à ce titre il ne peut être jugé. Il faut imaginer que chaque mot de cette décision de justice a du être pesé et mûrement réfléchi. Pourtant les sionistes n’ont de cesse de réclamer le jugement du meurtrier, faisant fi de siècles de débats sur l’irresponsabilité pénale des déments et faisant fi aussi de toute humanité, au risque d’une régression à l’âge de la barbarie. Le droit romain avait déjà consacré l’idée que « le crime n’est engagé que si la volonté coupable survient ». A l’image de ce qu’ils ont instauré en Palestine, les sionistes nous entraînent vers une société où la loi du plus fort prime sur tout le reste, une société dénuée de toute humanité et de toute compassion pour les plus faibles.

Ce qui importe à leurs yeux, c'est de mettre en accusation la justice elle-même, les magistrats et par extension les principes républicains tant chéris officiellement, tant affichés par la classe politique, pour mettre les musulmans sous la botte. Le paradigme sioniste est simple et clair : tout est antisémitisme. Leur stratégie non moins simple et claire : alerter en permanence sur le spectre de l'antisémitisme. Il s'agit de mettre sous pression permanente le système politique et installer durablement la stratégie de la tension. Les idéologues sionistes ont colonisé les médias pour réclamer justice à Sarah Halimi, terme « justice » qui sonne particulièrement faux dans leur bouche fielleuse et raciste. En réalité, ils n'ont cure de la question de l'irresponsabilité pénale. Leur objectif est d'entretenir un climat de haine et de peur. Méthode fasciste qui consiste à légitimer le crime israélien en Palestine et à isoler politiquement en France les soutiens de la cause du peuple palestinien, notamment les musulmans.

Il a suffi de cette manifestation du 25 avril pour que le Ministre de la Justice, E. Dupont-Moretti, accède à leur demande. La loi sur l'irresponsabilité pénale va être changée. Il y a lieu dès lors de s'interroger sur l'irresponsabilité politique du gouvernement à plier aussi facilement face au sionisme, que l'intellectuel Abraham Léon qualifiait de produit pourri de l'impérialisme. Lorsque le système politique est à ce point fragilisé comme il l'est aujourd'hui, c'est une bonne opportunité pour le gouvernement de pouvoir compter sur ses soutiens politiques, surtout dans la perspective des

élections présidentielles de 2022. Dans la décomposition en cours du régime politique, le sionisme est comme un poison dans l'eau que la classe dirigeante boit à grandes gorgées.

Palestine : al-Quds ne sera jamais israélienne !

Comité Action Palestine (30 mars 2021)

Alors que les Palestiniens d'al-Quds (Jerusalem pour les Occidentaux) sont sous la pression quotidienne du régime colonial israélien, la décision des sionistes de les empêcher, depuis le début du Ramadan, de se rassembler à l'entrée de la vieille ville après la rupture du jeune, comme ils le font habituellement, a fait monter la tension d'un cran. « Morts aux Arabes » ! Ce slogan lancé lors d'une marche de militants juifs violents et ouvertement racistes dans la vieille ville d'al-Quds, encadrés par la police « pour protéger la liberté d'expression », a mis le feu aux poudres le jeudi 22 avril. Des affrontements ont opposé les Palestiniens à ces juifs radicaux et à la police, faisant 105 blessés du côté palestinien.

La réponse massive non seulement des Palestiniens d'al-Quds mais aussi, par solidarité, à Gaza, dans toutes les villes de Cisjordanie et de Palestine de 48, et au Liban dans les camps de réfugiés et à Saida démontre encore une fois la force de la résistance, l'unité et le génie populaire palestinien. En quelques jours, les sionistes ont fait marche arrière

en enlevant les barrières pour laisser l'accès libre à la mosquée al-Aqsa, craignant sans nul doute un embrasement généralisé. Si besoin est, ce recul rapide des sionistes traduit la faiblesse de l'occupant qui pourrait ne pas survivre à une troisième Intifada dont on dit qu'elle serait d'une intensité jamais connue.

Déposséder les Palestiniens de leurs terres et de leurs maisons, les emprisonner, les assassiner, les forcer à l'exil, le principal objectif de cette politique coloniale est de faire disparaitre l'identité arabe et musulmane de la terre de Palestine. La ville d'al-Quds, symbole de cette identité, représente à ce titre un enjeu politico-civilisationnel opposant la société arabe autochtone à la société coloniale juive.

Le but des sionistes est clair, il s'agit de vider la ville de sa population palestinienne. La décision de Trump de la reconnaitre comme capitale de l'Etat d'Israël en 2017 ne fit qu'accélérer un processus planifié de longue date par les autorités sionistes. En 1949 déjà, Ben Gourion parlait d'une «Jérusalem juive », et aujourd'hui il s'agit d'instaurer le « grand Jérusalem », c'est-à-dire de finir ce qui a été initié en 1948. « Morts aux Arabes » ! Trois mots qui résument le programme sioniste depuis un siècle !

Si l'enjeu est de taille pour les sionistes, al-Quds représente la ligne rouge pour les Palestiniens et pour le

Monde arabo-musulman en général. Chaque attaque majeure sur la ville et ses lieux saints, entraine une mobilisation massive du peuple palestinien, uni quelle que soit sa confession et son appartenance socio-politique. Ainsi, en 2000, c'est la profanation de l'Esplanade des Mosquées par criminel de guerre Ariel Sharon qui déclencha l'Intifada al-Aqsa.

Les Palestiniens peuvent savourer leur victoire, elle est de taille ! Encore une fois, elle démontre que seule la résistance paye. Alors que les grandes organisations palestiniennes se dispersent dans l'organisation d'élections inutiles, c'est bien le peuple qui tient entre ses mains la libération de la terre arabe de Palestine, avec al-Quds comme capitale !

Photo : Comité Action Palestine

Combattantes de la Nakba

Calendrier Palestine Libre 2021 « L'armée des roses »

Dans les années 40, **Mahiba, Arabiya et Nariman Khorsheed** créent à Yafa une organisation armée secrète Aharat al-Uqhawan (Fleurs de Chrysanthèmes) pour participer à la résistance aux côtés des combattants. A Jénine et à Naplouse, d'autres femmes rejoignent les forces syriennes et irakiennes pour affronter les milices sionistes qui attaquent leur ville. **Hind al-Husseini** prend charge 55 orphelins dont les familles ont été massacrées à Deir Yassin.

Les mères de Deir Yassin

Calendrier Palestine Libre 2021 « L’armée des roses »

Le 9 avril 1948, les sionistes entrent dans le village de Deir Yassin, et y massacrent les habitants quel que soit leur âge. On se souvient de **Hayat Balbissi, Jamileh Ahmad Suhl**, **Ziba’ Attiyeh** et **Hilwa Zaydan** qui ont donné leur vies pour défendre leur village. Après que son fils et son mari aient été tués, Hilwa Zaydan combattit avec l’arme de son fils jusqu’à ce qu’elle soit tuée à son tour.

Dessin réalisé par Mustafa al-Zammar (13 ans) du camp de réfugiés palestinien au Liban de Mar Elias (Beyrouth)

Aux sources de la résistance

Calendrier Palestine Libre 2021 « L’armée des roses »

Depuis le début de la colonisation juive en Palestine, à la fin du XIXème siècle, les femmes participent activement à la résistance et n’hésitent pas à se battre contre les militaires britanniques et les colons, comme ce fut le cas à Affula en 1893. Après la terrible répression de 1929 où neuf d’entre elles furent tuées, elles commencèrent à s’organiser. Parmi ces résistantes, on trouve **Emilia al-Sakakini, Zalikha Shihabi, Matiel Mogannam, Khadija Husseini, Nahiba Nasir, Tarab Abd al-Hadi, Maryam Izz-Iddin al-Qasam et Aqilah al-Budeiri**. **Aisha al-Mayat** et **Fatma Ghazzal**, tuées en 1936 à la bataille de Wadi Azzoun sont aussi restées dans les mémoires.

Dessin de l’artiste palestien Naji al-Ali, assassiné en 1987 par le Mossad

Islamophobie, sionisme, exploitation, les trois maux de l’Etat

Comité Action Palestine (19 mars 2021)

Depuis le discours d’Emmanuel Macron aux Mureaux sur le «séparatisme islamiste», le rouleau compresseur de l’islamophobie est remis en marche dans la pure tradition coloniale et raciste à la française. La «loi séparatisme» est une injonction venue d’en haut et somme tous les musulmans d’accepter leur subordination à une lecture religieuse définie par le pouvoir. L’Etat laïc endosse les habits du théologien et cette définition religieuse est en dernière instance une définition politique : l’Etat de droit administre la sphère religieuse musulmane en imposant les règles d’organisation du culte, la tenue vestimentaire, les porte-paroles légitimes et les théologiens solubles dans la République. De ce point de vue, il agit comme les dictatures du monde arabe. Contrôler le religieux pour contrôler le peuple. L’Etat laïc français fait dans le trafic d’opium du peuple.

Selon

E. Macron, la loi «séparatisme» doit «conforter les principes républicains», mais en réalité elle traduit le souhait de l'Etat d'émanciper les musulmans malgré eux, sans eux et surtout contre eux. La France n'a pas rompu avec son histoire. L'assimilationnisme colonial est toujours de rigueur. Et l'arbitraire aussi : fermeture de lieux de culte et d'établissements scolaires, perquisitions humiliantes, enfants en garde à vue pour apologie du terrorisme, etc… La répression est aveugle. Les musulmans, hommes, femmes, enfants, sont traités sans ménagement et désignés comme l'ennemi intérieur. Ils sont soumis à un état d'exception islamophobe. Après deux ans de lutte «Gilets jaunes» et dans la perspective des élections présidentielles en 2022, le gouvernement français a choisi l'option de la diversion et de la manipulation pour faire oublier le désastre économique qui s'annonce et une gestion calamiteuse de la crise sanitaire.

L'Etat français jette la suspicion sur les musulmans en France, mais il entretient de très bonnes relations avec les Etats musulmans qui n'hésitent pas à financer et promouvoir le terrorisme sous toutes ses formes contre les peuples. Business is business, on ferme les yeux sur les crimes commis par l'Arabie Saoudite dont le dirigeant n'hésite pas à découper en morceaux un opposant ou à massacrer le peuple yéménite. Sans légitimité populaire, ces dictatures arabes usent de la force permanente contre leurs peuples, qu'elles n'hésitent pas à plonger dans un bain de sang, mais elles sont faibles face au camp occidental, et en premier lieu face à la plus grande

puissance de ce camp, les Etats-Unis. Jouant habilement de leur faiblesse, les Américains leur tordent le bras facilement pour qu'ils normalisent leurs relations avec Israël.

Le Bahreïn, les Emirats Arabes Unis, le Maroc et le Soudan font partie de cette liste infâme d'Etats qui trahissent la cause du peuple palestinien en normalisant leurs relations avec Israël. L'élection de Joe Biden à la Présidence des Etats-Unis ne changera rien en Palestine. Donald Trump a affiché plus clairement une position sioniste et antipalestinienne que ses prédécesseurs et que son successeur démocrate Joe Biden. Mais celui-ci est plus sournois et plus tacticien et les Palestiniens n'en attendent rien. Ils ne sont pas dupes et connaissent cette histoire dans leur chair.

Entre le marteau américain et l'enclume populaire, la marge de manœuvre des dictatures arabes est étroite. Mais c'est la seule sur laquelle elles puissent compter pour préserver les intérêts des classes dirigeantes totalement corrompues et prédatrices. Sans capacité à produire du développement, sinon à reproduire l'endettement colossal et l'emprise des grands groupes capitalistes mondiaux sur leur destin économique, il reste à ces Etats l'option de la violence contre leurs peuples et celle de la soumission aux grandes puissances. L'économie vassalisée aux capitaux étrangers et une élite politique se donnant aux plus offrants tracent un avenir où les soulèvements populaires s'inscriront dans la durée.

Les rapports sociaux et les modèles économiques issus de la colonisation et de la décolonisation ne peuvent plus répondre aux aspirations populaires à l'égalité. Ils craquent de tous les côtés. Au Sénégal, en Algérie, au Liban et ailleurs, les peuples se soulèvent, tentent de briser leurs chaînes. Les façades démocratiques ne trompent plus personne et ont fait leur temps comme illusion. Elles s'effritent à vue d'œil, notamment à chaque élection. La conscience populaire a bien vu que l'électoralisme se réduit à un parlementarisme vénal avec des élus véreux qui participent de la mascarade démocratique

alors que le pouvoir réel se situe soit entre les mains d'un prince, soit dans des conclaves de l'armée, voire dans les salons dorés de quelque ambassade occidentale.

Le Comité Action Palestine considère que, partout dans le monde, l'injustice et l'esclavage des peuples doivent être combattus, et en particulier en Palestine. Que ce soit en France, au Sénégal ou en Palestine occupée, la solidarité entre les peuples doit triompher des puissances étatiques soumises à la dictature de l'argent et du profit.

« La radicalité d'aujourd'hui doit être non seulement anti-impérialiste mais aussi décoloniale » A. Brossat

Tout ce qui bouge n'est pas rouge ». Dans cette interview de juin 2020 pour le site Acta.Zone, qui fait suite à la publication d'un ouvrage sur les mouvements protestataires de Hong Kong, le philosophe Alain Brossat propose une analyse en profondeur du mouvement. Il prend en compte aussi bien les facteurs socio-économiques internes que ceux d'ordre international, et l'inscrit dans une perspective historique tant du point de vue géopolitique que de celle des mouvements révolutionnaires. Par quelques exemples, il montre que les Gilets Jaunes défiaient bien plus l'ordre établi que les manifestants hong-kongais.

Il démontre également que les soutiens de la sphère occidentale dite « radicale » découlent de graves erreurs d'analyse, voire d'une absence totale d'analyse politique, ou,

pire, d'une adhésion au discours dominant anti-chinois. En effet ces organisations qui se définissent comme anti-impérialistes en viennent à soutenir un mouvement de protestation réactionnaire qui *in fine* se réfère à l'ancien colonisateur et à l'impérialisme américain. Le passé ne plaide pas en faveur de cette gauche faussement radicale, qui a justifié à sa manière les interventions impérialistes, notamment dans le monde arabo-musulman.

Ce travail d'analyse et de vérité devrait inspirer tout anti-impérialiste et anti-colonialiste sincère. Comité Action Palestine (mars 2021).

Des médias mainstream aux milieux les plus radicaux, le mouvement hongkongais a suscité en Occident une vague d'enthousiasme quasi unanime. Après un premier article d'analyse critique publié en septembre dernier, nous avons souhaité nous entretenir avec Alain Brossat à l'occasion de la parution de son dernier livre, Hong Kong, le somnambulisme des mouvementistes, aux éditions Delga.

Revendiquant une « hostilité tranchée et définitive à l'hégémonie globale », Alain Brossat s'attache à déconstruire les narrations propagandistes du mouvement et à démontrer son inscription dans le contexte de la « nouvelle guerre froide » qui oppose l'empire américain déclinant à la puissance chinoise ascendante. Il en vient à la conclusion que l'affect central du mouvement – « liberté-démocratie » – dissimule en réalité un désir de subalternité vis-à-vis de l'Occident global, contre une « Chine rouge » érigée en ennemi absolu.

Appelant à se défaire des « chaînes d'équivalence qui s'établissent sur la conviction que tout ce qui bouge est bon à prendre », récusant l'identification à quelque régime ou souveraineté étatique que ce soit, cet entretien nous semble fournir de précieux éléments pour la formulation d'un « non décidé, irrévocable et définitif » aux menées restaurationnistes dont les États-Unis et leurs alliés sont aujourd'hui les fers de lance.

Acta.Zone:Le traitement de la situation à Hong Kong dans la plupart des discours occidentaux se signale, dites-vous, par l'évacuation de toute perspective historique (en particulier le passage sous silence du brigandage colonial dont la Chine a été victime, et dont Hong-Kong porte la marque), ainsi que par une narration binaire selon laquelle un peuple homogène en quête de démocratie s'opposerait à un État dictatorial et néo-totalitaire piétinant les « droits de l'homme ». Quels sont les enjeux d'un tel récit propagandiste ? Et comment expliquez-vous que ce récit soit si unanimement repris, y compris au sein des milieux « révolutionnaires » en Occident ?

L'évacuation de la perspective historique, c'est évidemment ce qui permet d'éluder le lien indiscutable qui s'établit entre la question de Hong Kong relancée par le mouvement qui y perdure et les traités de brigandage imposés à la Chine impériale décadente par les puissances coloniales occidentales, après les guerres de l'Opium. Mais c'est aussi ce qui permet d'effacer sur l'ardoise magique de l'Histoire l'interminable emprise de la British rule sur la colonie hongkongaise, avec son cortège de

discriminations raciales instituées, de répression impitoyable de toute agitation sociale et politique (les puissances coloniales ont toujours, dans un tel contexte, la main lourde). C'est en bref, la condition impérieuse pour que puisse être mis en scène l'affrontement de la minorité assiégée, héroïque et indomptable, animée par son insatiable soif de démocratie et de liberté, avec l'obtuse et brutale machine totalitaire – l'État chinois.

Hong Kong, comme ville et population, ça n'est évidemment pas un peuple, c'est un topos bariolé fait de toutes sortes de composantes, dont beaucoup n'ont aucune part au « mouvement » soutenu et promu inlassablement par les chancelleries et les médias de l'Occident global – à commencer par les nombreuses variétés de subalternes, de migrants récents, de pauvres nouveaux et anciens qui y vivent dans des conditions variablement précaires.

En tout premier lieu, le récit du David démocratique affrontant le Goliath totalitaire à Hong Kong est surdéterminé par les conditions de la nouvelle guerre froide qui oppose les États-Unis et leur séquelle occidentale (globale, car incluant des pays comme le Japon et Taïwan, par exemple) à la Chine (République populaire de Chine, RPC). Cet effet de surdétermination se vérifie aisément si l'on compare l'enthousiasme confinant à

l’hystérie avec lequel les tenants de la nouvelle idéologie du « monde libre »
soutiennent les mouvementés hongkongais et font monter les enchères à propos de
leur agitation avec la relative circonspection avec laquelle ce même Occident
avait accueilli le Mouvement des parapluies. Ce n’est pas seulement que les
circonstances ont changé, c’est bien qu’on est entré dans une nouvelle séquence
dans laquelle Hong Kong est devenu un enjeu de premier plan dans une stratégie
de tension orchestrée par les dirigeants des États-Unis. Ceux-ci n’ont pas
d’intérêts stratégiques ou historiques anciens sur ce territoire, c’est donc à
peu près de toutes pièces que ce théâtre d’affrontement a été fabriqué, un peu
comme, au temps de la rivalité des États-nations européens, on fabriquait le
genre d’« incident de frontière » qui se destinait à servir de prétexte au
déclenchement des hostilités.

Si Médiapart, Lundimatin et tout ce qui leur fait cortège
donnent dans le panneau, c’est évidemment qu’intellectuellement, ils sont
inclus dans le diagramme de la pensée blanco-occidentalocentrique au point
d’être incapable d’entreprendre quelque généalogie critique que ce soit du
discours sinophobe habillé en horreur du totalitarisme, incapables d’aborder la
question de Hong Kong par le biais d’une approche décoloniale ayant récusé ses
présomptions eurocentriques et revenue de sa gueule de bois total-démocratique…

C’est leur problème, pas le mien, qu’ils continuent à communier avec Le Monde,
Le Figaro, Trump et le Quai d’Orsay sous l’espèce du Chinabashing indiscriminé
— on est, paraît-il, en démocratie, or il se trouve justement que sur ces îles
enchantées, la connerie est le tout premier des droits de l’homme.

Acta.Zone : Votre critique du mouvement hongkongais porte sur différents points. D’une part, sa nature de classe : « ce ne sont pas, écrivez-vous, les quartiers populaires de Hong-Kong qui se font entendre, encore moins les dizaines de milliers de sous-prolétaires originaires d’Asie du Sud-Est employés dans les emplois subalternes et souvent traités comme des esclaves », mais plutôt la « bourgeoisie séparatiste », cette « jeunesse bien propre sur elle, éduquée, et qui parle anglais, classe moyenne encravatée, le regard tourné vers l’Occident ». D’autre part son inclusion à la fois objective et subjective dans le dispositif de la « nouvelle guerre froide » qui oppose la puissance chinoise ascendante à l’empire américain dont l’hégémonie planétaire est entrée dans une phase de déclin relatif — inclusion qui se vérifie à travers l’anti-communisme affiché du mouvement, ses appels explicites à une intervention états-unienne (Please Mr. Trump, help us !), sa mobilisation des symboles de la période coloniale, des drapeaux américains et britanniques en tête des manifestations de rue, etc. En quoi ces deux éléments sont-il liés ? En quoi ce « désir d’Occident »1 correspond-il à la composition sociale du mouvement ? Comment expliquer que le mouvement se soit lui-même « livré en otage » (pour reprendre votre terme) au conflit de moins en moins larvé entre les États-Unis et la Chine ?

Je ne m’aventurerais pas à proposer une analyse en bonne et due forme (sociologique) de la composition de classe du mouvement de Hong Kong

– cela dépasse mes compétences. Je perçois des signes, des indices sur lesquels
je m’appuie pour développer une démarche qui est, pour l’essentielle,
géopolitique, décoloniale. Manifestement, du point de vue des modes
d’apparition, des slogans, des gestes, des usages linguistiques, des références
culturelles, de l’occupation de l’espace (la prédilection pour les malls…),
tout ceci ne sent pas particulièrement ni la plèbe, ni même le populaire… Le
gros du mouvement, c’est une jeunesse scolarisée, étudiants et lycéens, née aux
alentours de la rétrocession ou après, dépourvue de tout enracinement
historique, grandie hors-sol dans la bulle de l’île et des nouveaux territoires,
en état d’apesanteur dans la brèche entre deux statuts – la colonie britannique
et le retour de la souveraineté chinoise.

Cette jeunesse scolarisée a été rejointe par toute une
poussière d’humanité, généralement jeune aussi, faite d’employés de bureau, de
petites mains du secteur bancaire et des innombrables établissements
financiers, etc. Tout comme à Taïwan, l’état d’apesanteur historique est une
fabrication dont sont amplement responsables les élites, les enseignants, les
médias, les faiseurs d’opinion – tout a été fait pour que la génération née au
tournant du XXème siècle se sente étrangère au monde chinois tel qu’il est
incarné aujourd’hui par la RPC. On peut se faire une petite idée de la pente

sur laquelle s’est construit ce déracinement concerté de la jeunesse hongkongaise (dans ses rapports à l’histoire chinoise moderne) en citant cette « anecdote » : récemment, les candidats à l’admission dans une université de Hong Kong se sont vu demander si l’invasion de la Chine par le Japon en 1900 « did more good than harm » (Taipei Times du 16/05/2020, un journal inconditionnellement favorable au mouvement de Hong Kong). La réponse était incluse dans la question, et elle était typique d’une pensée de renégats culturels et historiques.

C’est là juste l’écume de ce travail de mise en condition qui est l’un des piliers de l’aversion de la jeunesse de Hong Kong à l’endroit du régime chinois et à ce qu’il est susceptible d’incarner de l’histoire moderne de la Chine, en tant que refondation de la souveraineté chinoise dans le creuset de la lutte contre les envahisseurs et les puissances coloniales.

Après la rétrocession, Hong Kong semble s’être établie dans une sorte d’état de somnolence post-historique, fondée sur la plus parfaite des situations de mésentente : « un pays, deux systèmes », les uns l’entendaient comme l’éternisation de la situation dans laquelle Hong Kong persévérerait indéfiniment dans son être d’enclave occidentale en Asie orientale, aussi bien en termes de mode de vie que de mode de gouvernement, tandis que les autres l’entendaient comme la période de transition vers la complète intégration de

l’ancienne colonie britannique à la souveraineté chinoise. Il fallait donc bien
qu’un jour la bulle crève et que le conflit des deux « lectures » devienne
ouvert – ce dont le fameux projet de loi sur les extraditions fut l’occasion,
mais aussi bien n’importe quel incident aurait pu faire l’affaire – la situation
était mûre, dès lors que se produise un de ces retours du réel dans le présent
ensommeillé dont l’Histoire a le secret : d’une part que 2047 ça n’est plus les
calendes grecques mais bien demain, et de l’autre, Hong Kong remplit toutes les
conditions pour devenir le parfait microcosme de la nouvelle Guerre froide.

Quand un peuple, une population, un groupe s’enferme dans
une bulle post-historique, en conséquence généralement d’un traumatisme
politique, d’un cataclysme historique, comme ont été tentés de le faire les
Japonais après la Seconde guerre mondiale, les Allemands de l’Ouest aussi, dans
une moindre mesure, (à cause de la division du pays), les Taïwanais après la
fin de la loi martiale, arrive toujours un moment où le réel historique et les
pesanteurs politiques font valoir leurs droits. La bulle du miracle économique,
de la croissance, la prospérité fondée sur un labeur acharné n’est pas étanche
et le retour du refoulé historique est implacable : l’envers du « miracle »,
c’est l’alignement pointilleux sur les États-Unis et, au Japon et en Allemagne,
les troupes d’occupation « américaines » toujours sur le

terrain trois quarts de siècle après la fin de la Seconde guerre mondiale. À Taïwan, c'est la condition pitoyable de client politique des États-Unis, au point qu'il n'est aujourd'hui pas un gouvernement au monde qui soit aussi compulsivement collé à Trump et sa bande que celui qui y est aujourd'hui aux affaires. Ce paradigme de l'illusion post-historique et du brutal retour du réel historique vaut de la même façon dans le cas de Hong Kong : quand la bulle crève, on se retrouve à s'agiter dans la cour de Trump et Johnson en mimant quelque imaginaire « révolution », à brandir en somnambules les oriflammes des croisés de l'hégémonie en crise, des paladins de la reconquête occidentale.

La conséquence de tout cela – et elle renvoie avant tout à des facteurs historiques et géo-politiques, aux traits particuliers de la conjoncture politique présente à l'échelle globale autant que locale – c'est que l'affect « liberté-démocratie » qui parcourt bruyamment le mouvement de Hong Kong s'avère être le voile vaporeux qui recouvre un beaucoup plus trivial désir de subalternité – vivre à couvert des supposés bons maîtres occidentaux – et de transmutation culturelle – devenir des Blancs occidentaux d'adoption, des « rapatriés » d'Orient extrême dans le giron de l'Amérique blanche, de l'Australie blanche, de la Grande-Bretagne blanche. Mais ces « rapatriés »,

rassurez-vous, ce seront toujours des réfugiés de première classe.

Acta.Zone : Vous identifiez le présentisme comme l'une des limites majeures du mouvement hongkongais. Ce présentisme implique à la fois l'absence de toute inscription dans une temporalité historique, l'absence notamment de toute référence subjectivée à des expériences révolutionnaires passées, aussi bien qu'une impossibilité radicale à se projeter dans un horizon émancipateur. En quoi ces deux aspects (rapport au passé, projection dans l'avenir) sont-ils, selon vous, interdépendants ? Et pensez-vous que ce présentisme soit propre au mouvement de Hong-Kong ou qu'il caractérise également d'autres soulèvements populaires de la période récente (à la lumière de l'effacement généralisé du rapport à l'Histoire – de la « conscience historique » – que vous pointez d'une part, et de l'éclipse concomitante de l'hypothèse communiste comme représentation stratégique partagée d'autre part) ?

Sans doute tous les mouvements qui sont apparus sur tous les continents depuis le début de ce siècle sont-ils plus ou moins en rupture de tradition. On l'a bien vu en France, tout récemment, avec le mouvement des Gilets Jaunes et cette espèce de bégaiement mémoriel qui fait que l'on va orner les carrefours bloqués de drapeaux tricolores plutôt que rouges. Mais dans le cas de Hong Kong, il s'agit d'un peu plus que cela, c'est-à-dire de l'absence de référence aux luttes, et elles ont été nombreuses et souvent très violentes, qui ont opposé la population de Hong Kong au colonisateur britannique dans la dernière période de l'occupation – on ne peut pas à la fois faire référence à

cette « tradition » et brandir l'Union Jack au fil des manifestations inspirées
par l'esprit de la « révolution de notre temps ». Entre mai et décembre 1967,
par exemple des émeutes ont fait à Hong Kong 51 morts et plus de 800 blessés….
un bilan tout colonial à comparer avec celui des interminables émeutes de cette
année…

Il faut donc que se soit produite une coupure si radicale
que la puissance occupante d'hier soit devenue l'ami et le protecteur
présomptif, que Chris Patten, le dernier gouverneur de l'île puisse (et ose) se
présenter en père et figure tutélaire de la « démocratie hongkongaise ».

Il faut une amnésie si puissante que puisse être récusée
l'évidence absolue selon laquelle la restitution de Hong Kong à la Chine est la
réparation tardive mais inéluctable d'une succession d'actes de brigandage
colonial. Il faut un changement de décor si complet que toute référence à
l'histoire chinoise, à la culture chinoise puisse se voir remplacée par le toc
des industries culturelles américaines.

Il est bien évident qu'un déracinement aussi extrême ne peut
se produire que dans un isolat. Le présentisme forcené des mouvementés a sa
condition topique ou topologique – ce que Peter Sloterdijk appelle une « sphère
». Les mouvementés ne sont pas seulement enfermés dans leur ville tentaculaire,
c'est-à-dire un espace post-urbain d'où ont disparu les formes traditionnelles

de la sociabilité urbaine, ils sont aussi enfermés dans les dispositifs technologiques, communicationnels et spectaculaires qui appareillent leurs représentations et leurs conduites. Ils sont à ce titre, dans leurs dispositions présentistes et allergiques à toute condition d'historicité, à l'avant-garde – à moins que ce ne soit au stade terminal – du présentisme démocratique en général – le total-démocratisme entendu comme idéologie politique moyenne des élites occidentales et occidentalisées, c'est bien l'idée que la démocratie est un présent éternisé, une sorte de fin de l'Histoire ; ceci, étant entendu que la démocratie libérale est et est appelée à demeurer le meilleur des régimes (de la politique et de la vie en général) possible.

Ce qui fait que pour les mouvementés, l'avenir de Hong Kong, ce ne peut être que son présent figé, l'arrêt sur image définitif sur sa différence radicale d'avec la Chine populaire sanctionné par la formule « deux systèmes ». L'exception hongkongaise telle qu'en son caractère inaltérable l'éternité la fige. On mesure bien ici à quel point il faut s'être amputé de toute intuition historique pour camper sur cette position immobiliste. Mais, bien sûr, quand cette rêverie isoliste rencontre le réel, le rêveur se réveille en sursaut et cherche des yeux le gardien de l'instant éternisé. Et il se trouve que celui-ci parle anglais et porte le haut-de-forme de

l’Oncle Sam. Les mouvementés ressemblent à l’Oblomov de Gontcharov : ils rêvent, ils rêvent, ils s’agitent dans les grands espaces de leurs rêves – et puis quand ils se réveillent, ils appellent à la rescousse le bon Zakhar sans le secours duquel ils ne sauraient faire un pas en dehors de leur lit. La liberté qu’ils revendiquent n’a rien à voir avec l’autonomie et tout avec la mentalité de camp – ils veulent que leur île soit une enclave du « monde libre » en version Trump, une écharde fichée au talon de cette « Chine rouge », l’ennemi intime, absolu.

C’est la raison pour laquelle ils sont passés subrepticement de « démocratie-liberté » à « Independance for Hong Kong ». C’est la raison pour laquelle la rhétorique de guerre froide des Trump, Pompeo et Bolton leur va comme un gant : ce qui leur tient lieu d’utopie, c’est une tératologie – le régime chinois comme monstrueux, ennemi de l’humanité. Pas besoin d’être un compagnon de route du Parti communiste chinois pour percevoir la débilité du manichéisme qui inspire cette simplification à outrance d’une question qui, au contraire, réclame de l’attention intellectuelle et une sensibilité à la complexité des choses.

Acta.Zone : Vous dites à juste titre que beaucoup d’observateurs occidentaux, tout particulièrement au sein des milieux « révolutionnaires », se sont enthousiasmés pour le

mouvement de Hong-Kong à raison de la virtuosité émeutière qui s'y déployait, mettant de côté, pour ainsi dire, ses contenus politiques et stratégiques y compris les plus explicites. Or, n'est-ce-pas, « en politique ce qui compte c'est le contenu », comme disait Mao2. Ou pour reprendre un vieux proverbe : « tout ce qui bouge n'est pas rouge ». La multiplication des mouvements populaires à l'échelle globale ces dernières années n'impose-t-elle pas la réaffirmation de ce principe comme critère d'évaluation des situations réelles ? Et ne pensez-vous pas justement que le mouvement hongkongais offre l'exemple paroxystique d'une disjonction entre l'inventivité tactique des modes d'action (diffusion d'un savoir-faire du combat de rue extrêmement sophistiqué, sur-équipement des émeutiers, organisation para-militaire des manifestations, etc.) et le vide politique des mots d'ordre (résumé dans le syntagme démocratie-liberté, ce « cri de ralliement des croisés de l'hégémonie ») – vide cachant lui-même une aspiration stratégique qui n'est autre que la cooptation dans le camp occidental sous domination américaine ?

Les chaînes d'équivalence qui s'établissent sur la conviction que tout ce qui bouge est bon à prendre, surtout quand c'est juvénile, urbain, primesautier, nord global et que ça n'a que le mot démocratie à la bouche, c'est le degré zéro de la pensée politique estampillée radicale aujourd'hui, de Rancière à Lundimatin. Mais à partir de ce constat, je me garderais bien d'émettre un jugement global sur les mouvements qui se sont multipliés au cours des dernières années, j'évalue au cas par cas, car ce qui émerge, ce sont chaque fois des singularités dont il faut évaluer les lignes de force et les trajectoires dans les configurations où elles émergent. Il y a de

l’énergie, il y a de l’inventivité, il y a de la résilience dans le mouvement de Hong Kong, mais ces qualités ne changent rien au fait qu’il s’agit d’un mouvement restaurationniste (de l’ordre colonial, impérial), pro-occidental et entièrement réactionnaire en ce sens – et c’est évidemment cela qui tranche.

Le reste, les qualités esthétiques du mouvement, c’est de l’ornemental et je laisse ça aux magazines sur papier glacé… Inversement, le mouvement des Gilets Jaunes dont les aspirations, les revendications, les gestes mêmes étaient souvent hétérogènes et pas « rouges » du tout dans leur explicite n’en était pas moins pour moi porté par un désir d’émancipation, c’est un peuple politique éphémère qui s’est formé, surgi d’en bas, ce qui lui a permis d’inaugurer un nouveau cycle et un nouveau style de luttes et d’en finir avec le piétinement de la politique revendicative traditionnelle.

Donc, plus que le contenu, je dirais le style, l’affect ou les affects qui soutiennent un mouvement et l’horizon dans lequel il s’inscrit.
La question des contenus est devenue compliquée, voire opaque, vu que les programmes et les doctrines qui les sous-tendaient sont en ruine. Prenez l’épreuve de vérité que fut, tout récemment, la pandémie : dans son immense majorité, la planète des radicalités, marxistes et autres, n’a pas passé le test : elle a été épidémiosceptique à l’unisson avec les

crétins qui nous gouvernent, pour d'autres raisons, mais tout aussi désastreusement, au début, c'est-à-dire précisément au moment où il ne fallait surtout pas l'être. La « radicalité », c'était, pensait-on, de ne pas tomber dans le panneau du chantage à la crise et de l'état d'exception sanitaire qui ne profite qu'aux trusts pharmaceutiques. On a vu le résultat. Donc, le solide armement théorique qui garantit les bons contenus d'une lutte, la bonne orientation d'un mouvement, je suis un peu sceptique.

Je regarde les tracés, je salue ce qui signale la belle énergie plébéienne bien orientée (le saccage du Fouquet's, le tagage de l'Arc-de-Triomphe…), la prise de parole populaire qui renvoie la classe moyenne planétaire et le peuple en toc des terrasses à leur néant, la reprise de la vie, la réinvention des formes politiques, et je repère ce qui pue la mort – le dérisoire racisme « anti-Chine » dans le mouvement de Hong Kong, mouvement typique de classe moyenne planétaire saisie d'un accès de fureur anticommuniste. Je repère les lieux – les carrefours où l'on interrompt les flux et où l'on palabre et délibère des conditions d'une vie vivable pour ceux d'en bas, plutôt que les galeries commerciales où l'on tourne en rond en psalmodiant « Revolution of our times » – « Hong Kong independance » …

Dans un long article publié en 1990, « The Last Days of Hong Kong », l'essayiste et spécialiste de l'Asie orientale Ian Buruma évoque deux moments de l'histoire récente de Hong Kong qui jettent un intéressant éclairage sur l'état présent des choses3. Lorsque, au printemps 1989, les étudiants de Pékin occupèrent « le coeur de l'empire chinois », avec les dramatiques conséquences que l'on sait, la solidarité de la population hongkongaise fut immédiate et massive. Buruma écrit : « Ce fut là l'occasion pour les gens de Hong Kong de montrer qu'ils étaient davantage que des commerçant cantonais sans états d'âme ; qu'eux aussi avaient le souci de leur mère-patrie ; qu'eux aussi étaient chinois jusqu'à la moelle ». La question est donc de savoir ce qui s'est passé entre-temps pour que désormais, aux yeux des mouvementistes hongkongais, le « Chinois » septentrional et mandarinophone soit devenu l'autre absolu et l'ennemi par excellence. La seconde remarque concerne le rejet dont ont fait l'objet les réfugiés vietnamiens arrivés dans la colonie lors de l'exode des boat-people : renvoyés sans ménagement chez eux pour une bonne part, entassés dans des camps de fortune pour les autres et durablement décriés par les autochtones dans des termes inspirés par la plus vulgaire des xénophobies – « ils puent », « ils sont trop bruyants », etc. L'autochtonisme qui s'est déchaîné contre les Chinois continentaux tout au long du mouvement de

cette année ne date donc pas d'hier. C'est la face la plus sombre de
l'isolisme. On en trouve aussi la trace dans les films de kungfu made in Hong
Kong où la plus décomplexée des xénophobies fait bon ménage avec le sentiment
anticolonial et la fierté (encore) « chinoise », à l'âge d'or de Bruce et Lee…

Acta.Zone : Vous analysez la manière dont la Chine est traitée dans la presse française, de manière systématiquement dépréciative et idéologisée, au prisme de son inadéquation aux « valeurs universelles des droits de l'homme » (dont l'Occident serait l'incarnation naturelle). Vous vous attachez également à déconstruire les discours qui établissent un rapport d'équivalence entre l'affirmation économique, diplomatique et militaire de l'État chinois et le dispositif hégémonique américain. Pourquoi dites-vous qu'il n'est pas rationnel de mettre sur un même plan les « ambitions nouvelles » de la puissance chinoise avec l'impérialisme américain tel qu'il s'articule à l'échelle du globe ? Et pour aller pour loin, en quoi cette réflexion permet-elle de singulariser, de définir ce qu'hégémonie et impérialisme veulent dire aujourd'hui ?

L'analogie couramment établie aujourd'hui entre le « Make
America great again » de Trump et le « Make China great again » de Xi est non
seulement tout à fait superficielle mais carrément fallacieuse. Elle est
surtout en vogue parmi l'ultra-gauche impensante – les dits progressistes et
les libéraux, eux, verront toujours la restauration de la « grandeur » en mode
trumpien comme un moindre mal, envers et contre tout, cette restauration étant
supposée, en dépit de tout, attachée au nom et au camp de la «

démocratie » ;
tandis que celle qui s'attache au nom de la Chine serait intrinsèquement
autoritaire-totalitaire (autoritaire les jours pairs, totalitaires les impairs,
ce qui donne un aperçu de la qualité de la science politique qui soutient les
raisonnements de ces gens-là).

Le projet de restauration de Trump est celui du
rétablissement d'une hégémonie impériale, d'une domination du monde par les
États-Unis, telle qu'elle s'est mise en place après la Seconde guerre mondiale
et passablement délitée depuis le début du nouveau millénaire. Une domination
dont la caractéristique est d'être totalisante, incluant aussi bien l'hégémonie
militaire, la supériorité technologique, la maîtrise de l'innovation, le
contrôle des marchés, mais aussi les formes de vie. C'est l'empire américain
(états-unien) qui défend sa peau, avec d'autant plus de véhémence et
d'agressivité qu'il ne saurait concevoir sa perpétuation que sous la forme
hégémonique. D'où sa perception de la montée de la puissance chinoise comme une
menace existentielle, vitale, avec laquelle il n'est pas question de coexister.

Le projet de la direction chinoise est d'une espèce
différente – ce qui le guide est une ambition de réparation – la Chine, en tant
qu'elle est non pas seulement un État, un peuple ou une nation modernes mais
aussi une civilisation millénaire et un empire veut retrouver

sa place « au
milieu », c’est-à-dire se voir reconnue et respectée comme une puissance de
premier plan dans l’ordre international nouveau qui est en train d’émerger.
D’où l’importance première de liquider l’héritage des politiques de prédation
coloniale et de conquête impériale dont elle a été victime aux XIXème et XXème
siècles, tant de la part des puissances européennes que du Japon et des
États-Unis (en tant que ceux-ci ont soutenu le camp nationaliste dans la guerre
civile chinoise et ont été opposés à la Chine au cours de la guerre de Corée).

La puissance économique est ici le relais et le point d’appui
de l’ambition politique, mais cela ne signifie en aucun cas que la Chine
d’aujourd’hui ait l’ambition d’imposer au monde une Pax Sinica calquée sur le
modèle de la Pax Americana qui s’est mise en place après la Seconde guerre
mondiale et renforcée au cours de la Guerre froide, puis relancée après la
chute de l’empire soviétique. Les nouvelles « routes de la soie », la
diplomatie des masques et de l’assistance sanitaire pendant l’épidémie de
coronavirus, ça n’est pas tout à fait la même chose que le système des
proconsuls et des clients sur lequel a tenu et prospéré l’empire « américain »
– nulle part, ni hier ni aujourd’hui ni sans doute demain de ces Suharo,
Pinochet, Park et autres Chiang en version chinoise populaire, la Chine

n’exporte pas son mode de vie, elle ne colonise pas avec ses « valeurs » ni
avec sa langue. Elle ne vise pas l’hégémonie relayée par des bases et des
stationnements de troupes dans le monde entier, elle veut tenir son rang, telle
qu’elle estime l’avoir reconquis grâce à son développement impétueux depuis le
tournant impulsé par Deng Xiao Ping, ce qui suppose bien sûr, que sa puissance
se projette hors de son espace propre – mais sur un mode tout différent de
celui que pratiquent les États-Unis et qui est toujours conquérant, incluant,
en particulier, un volet militaire. La mer de Chine du sud, c’est le glacis
maritime que l’État chinois s’acharne aujourd’hui à consolider – pour le reste,
pas de porte-avions chinois croisant entre Cuba et la Floride…

La raison fondamentale pour laquelle les libéraux
occidentaux et occidentalisés demeurent irréconciliables avec la Chine
supercapitaliste d’aujourd’hui, ce n’est évidemment pas le fait que son régime
politique n’est pas conforme aux normes de la démocratie occidentale – ni les
pétromonarchies du Golfe, ni le régime du maréchal Sissi ne le sont – , c’est
que le régime (et le parti communiste) de ce pays, envers et contre tout,
conservent un lien organique avec la révolution chinoise – l’os que l’Occident
libéral a, depuis 1949, gardé en travers de la gorge, en dépit de la
normalisation des relations avec la Chine à laquelle Nixon a donné l’impulsion.

C’est la raison pour laquelle, encore et toujours, le rêve de cet Occident-là, ce n’est pas du tout la « démocratisation » de la Chine, sa conversion au parlementarisme, au pluripartisme, aux élections « libres » et toutes ces belles choses ; c’est bien plutôt un démantèlement de la puissance chinoise dont la forme de loin la plus souhaitable serait l’émiettement de la Chine en plusieurs souverainetés, aisément transformables en zones d’influence placées sous la houlette des maîtres anciens (États-Unis, Grande-Bretagne, Japon…). D’où l’importance de Hong Kong où l’activisme mouvementiste s’acharne à mettre en exergue les supposées fractures entre une Chine septentrionale mandarinophone vouée aux fièvres autoritaires et une Chine méridionale de tempérament et langue(s) différents – une construction discursive taillée sur mesure et survenant à son heure pour relancer le motif éculé de l’hétérogénéité chinoise dans un contexte où, tout à l’opposé, c’est une souveraineté chinoise plus que jamais indivisible, qui fait entendre sa voix sur la scène internationale.

Acta.Zone : Vous affirmez que votre position consiste à tenir à distance aussi bien la posture du compagnon de route (vis-à-vis de l’État chinois) que celle du spectateur fasciné (vis-à-vis du mouvement). On observe souvent, de nos jours, que la moindre remise en cause du discours occidental dominant en termes de politique internationale se trouve stigmatisée (qu’il s’agisse de Hong-Kong, de l’Ukraine, du Venezuela ou encore de la Syrie) – stigmatisation qui vise in fine à la

délégitimation de l'anti-impérialisme en tant quel. Quels sont pour vous les enjeux d'une position véritablement anti-impérialiste aujourd'hui, qui ne verse pas pour autant dans un campisme mécanique et vulgaire ?

Comme je le rappelle quelque part dans le livre, la radicalité d'aujourd'hui, en tant qu'elle ne peut se contenter d'être anti-impérialiste mais se doit d'être décoloniale aussi, ce qui suppose un considérable élargissement de sa perspective critique et généalogique, est de tournure très différente de celle des années 1960 et 1970. Elle a notamment fait son deuil (ou, si elle ne l'a pas fait, elle est à côté de la plaque) de l'identification, fidéiste ou critique, à quelque souveraineté ou forme étatique que ce soit. Dans les années 1970, les maos étaient des dévots de l'État chinois et de la pensée du Président Mao, les trotskystes (dont j'étais) des hérétiques de l'étatisme soviétique via la fidélité à la révolution russe et la critique du stalinisme. Mais ce que les uns et les autres avaient en commun était ce lien à l'État et à la philosophie de l'État, inséparable de la pensée et de la cause révolutionnaires en général. Même via le romantisme révolutionnaire du Che, nous retrouvions ce fétichisme de l'État – l'État cubain, en l'occurrence.

De cette hétéronomie, il a fallu faire son deuil, et, avec elle, de tout ce qui tend à faire du marxisme une philosophie de l'État – deuil

salutaire s’il en fut. Ce qui inspire la position tranchée que j’ai adoptée sur
le mouvement de Hong Kong, ce n’est donc d’aucune façon une identification, de
quelque forme soit-elle, avec le régime chinois dont je récuse vertement, par
exemple, la politique assimilationniste et néo-coloniale au Xinjiang. C’est
l’hostilité tranchée et définitive à l’hégémonie globale, dans ses formes
actuelles, soumise encore et toujours aux conditions de l’empire, en tant que
celui-ci est états-unien, occidental. Je ne pense pas du tout que la fin de la
fausse Pax Americana serait la fin du capitalisme, je considère le modèle de
développement adopté par l’État chinois comme désastreux du point de vue des
intérêts de la civilisation humaine, mais je suis pour l’histoire ouverte et je
statue sur l’intolérable dans le présent, dans l’époque – et aujourd’hui,
l’insupportable, c’est cette machine de guerre en train de se remobiliser à
toute vitesse (les États-Unis ont toujours été en guerre, ils sont,
intrinsèquement, une machine de guerre), à l’affût de l’occasion propice pour
faire surgir un théâtre d’affrontement (que ce soit au Moyen-Orient ou en mer
de Chine) où faire une démonstration de force destinée à endiguer le déclin en
cours. Je ne tire pas des plans sur la comète, ce qu’il en sera des formes et
manifestations de l’accroissement de la puissance chinoise dans trente ou
cinquante ans, je n’en ai pas la moindre idée – ce dont je ne

doute pas un
instant en revanche, parce que je l'ai sous les yeux, c'est que les menaces
massives de décivilisation, aujourd'hui, ce sont les États-Unis, et leurs
pseudopodes (Israël, les pétromonarchies, Taïwan peut-être) qui en sont les
foyers.

Le problème majeur du présent, c'est que la souveraineté
chinoise mise à part (et la Corée du Nord, il faut le dire), rien ne vient
faire pièce à la politique de la terre brûlée dans laquelle s'est engagée cette
Amérique-là : voyez le Venezuela où l'Union européenne lui a emboîté le pas et
soutient sa marionnette Guaido, voyez la Palestine où l'État sioniste s'apprête
à annexer la partie « utile » de la Cisjordanie avec le consentement tacite de
cette Europe-là aussi… Trump n'est pas le fond du problème du tout, il est le
symptôme de cette débandade généralisée qui conduit tout droit à une guerre
néo-impériale, avec des objectifs distinctement restaurationnistes, dans
l'espace chinois notamment. Les dirigeants chinois en sont parfaitement
conscients et ils tiennent à ce qu'il se sache qu'on ne leur fera pas le coup
de Gorbatchev. Le rêve de l'Occident restaurationniste aujourd'hui, ce n'est
pas tant d'en finir avec le régime « autocratique » de Xi, cet Occident-là
s'accommode parfaitement de toutes les autocraties pourvu qu'elles soient
utiles, c'est d'effacer le pli de la révolution chinoise comme

l’a été,
amplement, celui de la révolution russe. C’est à cela qu’il faut opposer les
puissances affirmatives d’un non décidé, irrévocable et définitif – la raison
pour laquelle j’ai écrit ce livre sans m’embarrasser de nuances. C’est un livre
analytique et militant.

(Hsinchu, Taïwan, 15/06/2020)

1-Voir Alain Badiou, Circonstances, 8. Un parcours Grec, Éditions Lignes, 2016.

2-Déclaration du 7 mars 1967, adressée à Jiang Qing, dirigeante du « Groupe chargé de la Révolution Culturelle ».

3-Ian Buruma: The Missionary and the Libertine, Vintage Books, 1996.

source: https://acta.zone/alain-brossat-la-radicalite-daujourdhui-doit-etre-non-seulement-anti-imperialiste-mais-aussi-decoloniale/#

photo: manifestation de Gilets Jaunes (Comité Action Palestine)